

NATIONS UNIES

UN. LIBRARY

CONSEIL

DE TUTELLE UN/CO. COLLECT.

7 JAN 1957



Distr.  
LIMITEE

T/COM.2/L.37  
3 janvier 1957

FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE LA "TANGANYIKA FEDERATION OF LABOUR"  
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

TANGANYIKA FEDERATION OF LABOUR

87 Livingstone Street  
Boîte postale 5359  
DAR ES-SALAM

Notre Réf. No FR/L/2/3.

Le 15 décembre 1956

A Monsieur le Secrétaire principal,  
Secrétariat,  
Dar es-Salam

Copie conforme adressée : Au Secrétaire  
aux colonies (Royaume-Uni).  
Au Secrétaire général de l'Organisation  
des Nations Unies.

ORDONNANCE DE 1956 SUR LES SYNDICATS

Monsieur,

Je suis chargé de vous envoyer la présente lettre en sujet de cette ordonnance qui, à notre avis, aura de graves répercussions sur les rapports entre l'Administration et les travailleurs de ce pays. En dépit de la ferme opposition des membres non fonctionnaires du Conseil législatif qui ont proposé que le projet de loi soit renvoyé devant un comité spécial pour complément d'étude, l'Administration a précipité les choses et fait adopter immédiatement l'ordonnance. C'est une mesure injuste à notre égard. En effet, notre Fédération avait soulevé des objections contre vingt-trois (23) articles du projet. Elle les avait fait connaître par un bref mémoire qu'elle avait remis au membre chargé des services sociaux, assez tôt pour que l'Administration puisse en examiner le bien-fondé. Mais cette dernière n'a pas prêté attention à notre requête.

57-00402

Le fait que le projet de loi a été d'abord présenté au Conseil législatif et que l'Administration a immédiatement saisi l'occasion pour le faire adopter précipitamment montre qu'elle prend des sanctions politiques contre le mouvement syndical au Tanganyika; si les syndicats devaient fonctionner comme le prescrit l'Ordonnance en question, nous doutons sérieusement que les activités syndicales puissent encore s'exercer démocratiquement au Tanganyika. En fait, l'Ordonnance touche la grande majorité des travailleurs et nous ne comprenons pas pourquoi l'Administration continue à adopter une telle politique de répression à l'encontre des syndicats.

Puisque les 23 articles indiqués dans notre mémoire récent ne nous satisfont pas, nous demandons à Son Excellence qu'elle veuille bien ne donner son consentement au projet de loi qu'après nous avoir donné la possibilité de nous faire entendre.

Veuillez agréer, etc.

Le Président

.... (illisible)

J.B.A. CHANCA

Copie conforme adressée : Au Secrétaire aux colonies,  
Au Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies,  
A la CISL, Bruxelles,  
Au Président de la TANU, Dar es-Salam.

Notre Comité extraordinaire a proposé que M. Kawawa, qui se trouve actuellement à Bruxelles, se rende auprès du Secrétaire du Royaume-Uni aux colonies pour lui exposer notre opinion. Nous vous serions toutefois reconnaissants de bien vouloir nous aider et nous conseiller.

Fraternellement à vous,

Le Président,

.....

Lettre recommandée ~~envoyée par avion~~

-----